

Avis voté en plénière du 12 juin 2018

Mieux investir pour la France – Rapport annuel sur l'état de la France en 2018

Déclaration du groupe CGT

Un Rapport sur l'état de la France ne peut se résumer à l'analyse du PIB et des « *dix indicateurs complémentaires* ».

Nous vivons une période de crise systémique : sociale, écologique, technologique, financière, du travail... qui voit un développement sans précédent de la précarisation de pans entiers de la société, des emplois, des revenus, des situations.

Le Rapport comporte certes des avancées sur les changements de paradigmes à opérer :

- la prise en compte du long terme ;
- le rôle de levier de la puissance publique ;
- la réindustrialisation et le rééquilibrage de la balance commerciale ;
- le problème de « productivité du capital ».

La CGT partage ainsi de grands axes affichés :

- renforcer les moyens financiers et humains des plans d'investissement nationaux et européens ;
- mettre la politique de taux 0% de la BCE au service de ces investissements ;
- renforcer les études d'impact et les outils d'évaluation existants ;
- développer l'investissement social envers les salarié ;
- réduire d'urgence les fractures territoriales et prendre en compte les territoires fragilisés par la désindustrialisation ;
- définir une véritable stratégie industrielle avec la mise en place d'un environnement favorable à l'investissement productif ;
- investir pour réduire les inégalités sociales de manière préventive, avant que celles-ci ne se créent.

Ces bonnes intentions restent malgré tout corsetées par la prédominance du dogme de maîtrise de la dépense publique ... dans les pas de la politique continuelle de baisse du « coût du travail » comme on dit, engagée depuis des décennies et qui se poursuit puissance 10 aujourd'hui.

Comme s'il n'y avait qu'un seul coût, que le « coût du capital » n'existait pas et ne pesait pas de manière fondamentale !

La tonalité d'ensemble du Rapport reste en-deçà de ce changement de modèle qui nous semble aujourd'hui crucial, porteur d'investissements productif de type nouveau et de développement des services publics.

Ainsi, les bonnes intentions affichées ne résisteront pas aux logiques financières sans que la question du pouvoir et de nouveaux droits ne soit posée.

Les salariés doivent pouvoir intervenir dans la définition des projets et des choix de l'entreprise.

De la même manière, pour le système bancaire, qui doit être incité à orienter la création monétaire en faveur de l'emploi et de la croissance réelle. En effet, injecter sans conditions des liquidités sur le marché alimente tous les aspects pervers de la financiarisation et encourage une spéculation porteuse de crise future.

Sortir de la crise passe par des investissements, publics et privés, ciblés sur l'efficacité économique, sociale et environnementale qui visent la transformation des situations de travail et la sécurisation de chacun et chacune dans l'emploi, dans un parcours professionnel et dans la vie.

La CGT s'abstient de voter l'avis.